Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 7 | 2006

Proximité et environnement

Développement de l'agriculture en montagne et rôle des rapports de proximité

Le cas du Val d'Hérens (Valais, Suisse)

Olivier Roque et Valérie Miéville-Ott

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2989>

DOI : 10.4000/developpementdurable.2989

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Olivier Roque et Valérie Miéville-Ott, « Développement de l'agriculture en montagne et rôle des rapports de proximité », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 7 | 2006, mis en ligne le 25 juillet 2014, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/2989> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.2989

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Développement de l'agriculture en montagne et rôle des rapports de proximité

Le cas du Val d'Hérens (Valais, Suisse)*

Olivier Roque et Valérie Miéville-Ott

- 1 Dans les dernières décennies, un déclin du nombre d'exploitants et un risque d'abandon des surfaces agricoles sont apparus en Suisse comme dans nombre d'autres pays européens. Ce déclin est généralement considéré, par les populations et les gouvernements, comme une menace pour la qualité environnementale, culturelle et sociale des régions rurales. Le rôle de l'agriculture dans le maintien du paysage et la reconnaissance de l'existence des différents produits et services conjoints qu'elle rend sont largement acceptés (Mac Donald *et al.*, 2000). De ce fait, des mesures de soutien aux prestations environnementales des exploitations agricoles ont été mises en place en Suisse et dans l'Union Européenne (Potter, 2002). Ces mesures sont appliquées en partenariat entre les gouvernements, les organisations agricoles et parfois les organisations de protection de l'environnement, qui font adopter leurs objectifs par les agriculteurs au moyen de paiements directs. Introduits en Suisse en 1992 en même temps que les premières mesures de libéralisation des marchés agricoles, les paiements directs ont permis un maintien relatif des surfaces exploitées ainsi qu'un haut niveau de performance environnementale de l'agriculture (OFAG, 2005). Cette politique a été poussée très loin dans son ambition en Suisse. Les paiements directs sont en effet conditionnés à l'acceptation d'un ensemble de bonnes pratiques agricoles dites « prestations écologiques requises » (bien-être animal, bilan de fumure équilibré, etc.). En outre, le rôle multifonctionnel de l'agriculture a été inscrit dans la Constitution (Stucki, 2003).
- 2 Quinze ans après la naissance de cette politique, une évolution récente se fait jour pour la compléter par des projets visant l'utilisation durable et la valorisation de ressources au niveau régional. Une nouvelle disposition a été introduite (article 93c de la Loi sur l'agriculture) qui permet de soutenir des projets de développement rural régional, dans la

mesure où l'agriculture y occupe une part prépondérante. Après quinze ans d'une approche relativement descendante et individuelle de soutien à l'agriculture durable, la politique agricole suisse s'ouvre au soutien d'initiatives locales ascendantes¹. Cette évolution coïncide avec celle des politiques environnementales, d'aménagement du territoire et de développement régional qui vont également dans le sens d'une ouverture plus grande des possibilités d'initiative et d'action des acteurs ruraux (projet de parcs naturels régionaux dans la Loi sur la protection de la nature, projet d'assouplissement de certaines contraintes touchant la zone agricole dans la Loi sur l'aménagement du territoire, etc.). Cette perspective ouvre un nouvel horizon pour l'agriculture suisse en général et pour celle des zones de montagne en particulier. En effet, il apparaît jusque là un manque d'outils et de moyens pour renouveler le dialogue des agriculteurs entre eux et avec les autres acteurs locaux. Ce manque de dialogue local peut alors être la source d'une perte de dynamisme de l'agriculture.

- 3 En effet, comme différents auteurs l'ont montré dans le champ de l'économie régionale et plus particulièrement l'approche de l'économie de proximité (Gilly, Torre, 2000 ; Rallet, Torre, 2004 ; Pecqueur, Zimmermann, 2004), l'existence d'une forte intensité de rapports de proximité soutient la capacité d'une économie locale à répondre aux enjeux de développement. *A contrario*, la déstructuration de ces rapports peut entraîner une perte de dynamisme. Ce rôle des liens de proximité semble notamment important dans le cas de l'agriculture de montagne. En effet, dans les zones de montagne, la question de la proximité entre agriculteurs est très sensible du fait qu'ils partagent encore largement l'usage et la gestion de différents lieux de production, comme les laiteries, les alpages, ainsi que certains bâtiments d'élevage. On peut considérer que le partage de ces lieux de production entraîne *de facto* une forte proximité entre les agriculteurs. Mais il y a lieu de distinguer la proximité organisationnelle et la proximité relationnelle (Gilly, Lung, 2004) : si la première est inscrite dans le fonctionnement des organisations par l'existence de contrats, de règlements, d'organigrammes, etc., la seconde n'est pas ou peu matérialisée. Elle suppose l'existence de représentations et de valeurs communes entre les éleveurs, d'un capital confiance issu de relations interpersonnelles développées sur le long terme (Dupuy, Torre, 2004). L'analyse des rapports de proximité organisationnelle et relationnelle des agriculteurs peut donc informer sur les processus de développement agricole local et sur les facteurs de réussite ou de blocage de ce développement. C'est cette hypothèse que nous nous proposons de tester dans le cadre d'un diagnostic agricole régional mis en œuvre dans le Val d'Hérens (canton du Valais, Suisse). Pour cela, nous avons élaboré une typologie du fonctionnement des exploitations agricoles de cette petite région, à partir de laquelle nous développons une analyse des rapports de proximité. Dans cette analyse, nous essayons de reconstituer et d'expliquer la mise en place des différents types d'exploitation en essayant de voir en quoi leur apparition témoigne de changements dans la dynamique organisationnelle et relationnelle de l'agriculture locale. Nous essayons alors en conclusion d'évaluer si ces changements sont porteurs de renouveau ou de crise du développement agricole local.

1. La développement de l'agriculture de montagne en question : le cas du Val d'Hérens

- 4 L'agriculture du Val d'Hérens est composée aux trois quarts d'exploitations bovines dont la plupart sont à vocation « corne et lait ». Cette orientation est liée à la présence de

vaches de race d'Hérens dont une particularité est l'aptitude combative donnant lieu à l'organisation de matchs de reines très prisés par la population valaisanne et, de plus en plus, par le reste de la population suisse². Elles produisent par ailleurs du lait avec une productivité relativement faible (potentiel moyen de 3000 kg par vache/an) mais encore relativement bien valorisé sous forme de fromages à raclette et de tommes au lait cru. Les autres exploitations sont essentiellement orientées vers la production de viande bovine et/ou ovine et la vigne dans le bas de la vallée. La grande majorité des agriculteurs (70 %) est constituée de double-actifs qui ont souvent des emplois principaux hors secteur agricole, notamment dans les secteurs secondaires et tertiaires de la vallée du Rhône et de Sion, chef-lieu du Valais.

- 5 Le développement de l'agriculture hérensarde peut tout d'abord être questionné à partir du recensement fédéral de l'agriculture (Tableau 1). La surface agricole utile a progressé jusqu'en 1996 puis elle s'est réduite. Le nombre d'exploitations s'est continuellement réduit mais avec une certaine retenue jusqu'en 1996 puis une amplification de la baisse annuelle après cette date. On lit donc dans ces chiffres à la fois le succès de la politique agricole instaurée en 1992 puis son essoufflement à partir de 1996. En effet, cette politique stimule l'entretien de l'espace et permet d'augmenter le nombre d'hectares entretenus par l'agriculture, ce qui relève d'un impact remarquable lorsque l'on connaît la difficulté du milieu naturel hérensard, lié à la pente et au climat. En parallèle, avec moins de 2 % de disparition annuelle, le nombre d'exploitations se maintient relativement bien si l'on considère leur très petite taille initiale qui rendait inévitable un minimum de concentration. Ce tableau somme toute positif se modifie nettement après 1996 : la surface agricole utile repart à la baisse et le taux de disparition des exploitations s'amplifie. Seul le niveau de l'emploi agricole se maintient mieux dans cette période que durant la précédente qui a connu une profonde restructuration de l'emploi par la réduction de l'emploi familial et local au profit d'un emploi salarié saisonnier largement fourni par la main-d'œuvre d'origine étrangère. Mais globalement, le constat montre un repli de l'agriculture locale et pose la question du rôle d'un autre aspect de la politique agricole impulsé en 1992 et amplifié en 1998, à savoir la libéralisation des marchés.

Tableau 1. Evolution de l'agriculture du Val d'Hérens

	1985	1990	1996	2000	2003	Evolution annuelle en % 1985/1996 1996/2003	
Surface Agricole Utile (ha)	2.209,7	2.518,8	3.029,9	2.973,6	2.854,6	3,4	-0,8
Nombre d'exploitations	422	399	333	278	243	-1,9	-3,9
SAU par exploitation	5,2	6,3	9,1	10,7	11,7	6,8	4,1
Nombre d'emplois total	1.194	890	633	561	517	-4,7	-2,6

Source : Recensement fédéral de l'agriculture

- 6 Après l'introduction des paiements directs, la Confédération réduit fortement l'encadrement des marchés agricoles alors que ceux-ci, notamment le marché du lait, étaient régulés par des organismes parapublics. L'ouverture des frontières et l'abandon de certains soutiens font alors pression sur les prix à la production et modifient le développement de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire. Celui-ci est-il menacé ? Pour une région de montagne comme le Val d'Hérens, des doutes sont de plus en plus exprimés par les acteurs locaux, notamment les agriculteurs qui voient année après année l'érosion de leur revenu agricole (Barjolle *et al.*, 2003) et les acteurs de l'agro-alimentaire qui constatent la baisse de leur activité et de leur rentabilité, comme c'est notamment le cas des fromageries villageoises (cf. figure 1). Ces fromageries coopératives sont confrontées à une baisse continue de leur activité qui affecte leur rentabilité et le prix du lait payé à leurs adhérents, mais surtout qui menace leur existence à court terme, étant confrontées à des charges fixes qui ne peuvent plus être réduites (Guion, 2005). L'érosion de l'activité n'est pas due à des problèmes de marché, car elles ont développé des stratégies de diversification de leur gamme et de vente directe leur permettant d'échapper à la pression concurrentielle que subit leur acheteur sur le marché de gros des fromages³. Selon les gestionnaires de laiterie, la réduction de leur activité est principalement due à une réduction des livraisons de lait par les éleveurs, liée à la réduction du nombre d'exploitations mais surtout aux pratiques locales d'élevage très spécifiques. Celles-ci limitent volontairement la production laitière (tarissement précoce, vêlage à trois ans, etc.) pour favoriser l'aptitude combative des vaches lors des matchs de reines mais aussi pour diminuer le travail et permettre une double activité ou même une activité à plein temps hors de l'agriculture.

Fig. 1. Évolution du lait transformé par les trois fromageries de village

- 7 Ainsi une première lecture du développement agricole du Val d'Hérens révèle une situation préoccupante. Mais elle ne renvoie pas seulement aux facteurs de dynamisme et de contrainte issus de la politique agricole et des marchés globaux. Les pratiques techniques, sociales et économiques des éleveurs, ainsi que leurs liens avec les organisations en place, apparaissent être les facteurs essentiels du développement. A la

recherche de la validation de cette hypothèse, nous développons une analyse des fonctionnements d'exploitation qui nous permet d'établir une typologie des exploitations puis d'identifier la dynamique des rapports de proximité entre les agriculteurs, en évaluant leur niveau de cohésion et d'organisation.

2. L'érosion du modèle laitier familial routinier et la diversification des fonctionnements d'exploitation

- 8 Afin de différencier les pratiques dans leurs dimensions sociale, économique et technique, nous avons retenu les critères de distinction suivants pour analyser le fonctionnement des exploitations agricoles du Val d'Hérens (Hauder, 2004) :
 - D'une part l'intensité de collaboration avec d'autres agriculteurs : l'agriculture du Val d'Hérens est une agriculture familiale développant des systèmes complexes de collaboration. Une même étable est ainsi souvent partagée par plusieurs exploitants d'une même famille ou de familles parentes. Ce système de collaboration a toutefois évolué du fait de la réduction de la main-d'œuvre familiale, de la montée de la double-activité, de la nécessité d'investir et/ou de la volonté d'acquérir une autonomie décisionnelle plus grande. Des évolutions sont apparues allant soit vers des systèmes de collaboration étendus à des familles ou des individus non parents, soit vers l'abandon de la collaboration pour privilégier un mode d'exploitation plus individuel, uniquement constitué de la cellule familiale de base. Trois niveaux de collaboration sont ainsi établis : individuel dominant, collaboration simple (au sein de la famille proche parente), collaboration étendue (hors de la famille proche parente).
 - D'autre part l'intensité des changements passés dans l'activité agricole depuis les quinze dernières années : on suppose que le changement est, avec la collaboration, le second moteur de distinction du fonctionnement des exploitations. Il est évalué par rapport aux bâtiments (changements supérieurs à 50.000 CHF) ainsi que l'orientation et l'organisation productive de l'exploitation (changements relatifs au type de cheptel et de race, au niveau et à la répartition de l'emploi). Trois niveaux de changement sont établis : faible (l'exploitant n'a pas changé ses bâtiments ni son orientation depuis quinze ans), moyen (l'exploitant a investi dans ses bâtiments sans changer son orientation), fort (l'exploitant a changé ses bâtiments et son orientation).
 - Pour affiner la typologie, un troisième critère a été ajouté, l'orientation de production, en distinguant notamment les orientations « corne », « lait », « viande » (ovine ou bovine) ou mixte « corne et lait » grâce à des indicateurs liés au type de cheptel et de race, au type de sélection des reproducteurs et au type et quantités de production.
- 9 1/ Les exploitations de type A (« lait, corne ou mixte familial routinier », 11 exploitations sur 23) se caractérisent par des investissements assez élevés dans les bâtiments (rénovés ou au moins adaptés aux normes) mais par l'absence ou le faible changement dans leur orientation de production ou leur organisation (on note seulement pour certaines l'introduction de quelques vaches de race Simmental). Ces exploitations sont ancrées dans un système de collaboration familial et de consortage d'alpage⁴ qui se renouvelle de manière relativement identique depuis quinze ans. La collaboration familiale relativement étendue (conjoint, parents, enfants, frères, sœurs, oncles, neveux...), ainsi que la taille moyenne de l'exploitation (10 à 23 UGB), permettent dans beaucoup de cas au chef d'exploitation la pratique d'une double activité.

- 10 1.1/ Le sous-type A1 « Lait » se caractérise par un troupeau majoritairement composé (80 à 100 % du troupeau) par des vaches de la race d'Hérens. Pour ces éleveurs, la production laitière est l'objectif principal. Ceci se vérifie au travers de la taille d'exploitation (10 à 15 UGB) et leurs performances laitières (2500 à 3000 kg de lait par vache et par an) et sur une sélection génétique basée sur le critère laitier.
- 11 1.2/ Le sous-type A2 « Mixte (Corne-Lait) » montre une taille un peu plus importante que les précédentes (entre 12 et 20 UGB). Elles sont uniquement en race Hérens avec une performance laitière moins élevée que les précédentes (1500 à 2300 kg de lait/vache/an). Leur intérêt pour la production laitière s'équilibre avec leur intérêt pour la « corne » (quelques vaches sont sélectionnées et élevées prioritairement pour cet objectif).
- 12 1.3/ Le sous-type A3 « Corne » représente les exploitations familiales dont les exploitants montrent un très fort intérêt pour la corne. Le cheptel est uniquement en race d'Hérens. Elles sont de petite taille et menées en double-activité. Les vaches, taries de manière précoce, non sélectionnées sur leur aptitude laitière, sont peu productives (1000 à 1950 kg de lait/vache/an).
- 13 2 /Les exploitations de type B (« Lait ou viande individuel en changement », 4 exploitations sur 23) se distinguent par l'intensité des changements techniques mis en œuvre et par leur conduite individuelle. Des races aux performances plus élevées ont remplacé la race d'Hérens. Ces exploitations montrent un relatif individualisme : les chefs d'exploitation sont à temps plein, ils collaborent peu en dehors du cercle familial restreint (fils ou conjoint) et certains emploient des salariés. Les alpages sont souvent loués et exploités individuellement, ce qui est nouveau dans une vallée dominée par le système du consociage d'alpage, forme collective d'exploitation. Elles sont d'une taille moyenne à grande (10 à 30 UGB).
- 14 2.1/ Le sous-type B1 « Lait » utilise une races plus productive (Holstein, Simmental, avec environ 4000 kg lait par vache). Il a recours à des pratiques spécifiques (traite mobile, vêlage étalé...) qui améliorent l'efficacité économique de l'exploitation.
- 15 2.2/ Le sous-type B2 « Viande » utilise également des races non autochtones (Angus, Limousin...). Il a aussi recours à des pratiques spécifiques (croisements, agro-biologie, transformation et vente directes...).
- 16 3/ Les exploitations de type C (« Corne collectif en routine ou en changement », 5 exploitations sur 23) sont le fait d'éleveurs bovins-lait de petite taille (4 à 8 UGB), peu productifs (900 à 1800 kg de lait/vache/an), qui collaborent au sein d'étables « communautaires »⁵ avec des autres membres de leur famille mais aussi et surtout avec des partenaires non familiaux. Elles ont souvent des bâtiments nouveaux et sont menées en double-activité avec embauche de salarié(s) permanent(s) pour celles ayant le plus évolué. Ces exploitations sont toutes le fait d'éleveurs passionnés par la « corne » (cheptel en race d'Hérens) et la production laitière joue un rôle secondaire. Ces éleveurs sont tous double-actifs avec une activité extérieure à temps plein. Ils sont constitués de passionnés de combat de reines, soit successeurs d'un domaine familial, soit venus à l'élevage pour posséder une ou quelques vaches, et trouvant dans ce modèle collectif un moyen de réaliser leur hobby à moindre coût.
- 17 4/ Les exploitations de type D (« Viande familial en stagnation », 3 exploitations sur 23) se distinguent par les faibles investissements et les faibles changements mis en œuvre depuis quinze ans. D'origine familiale, elles sont gérées par des exploitants qui s'appuient sur une collaboration au sein de la famille étendue. De petite taille (moins de 10 UGB), ce

sont des exploitations menées à titre accessoire par des personnes double-actives ou proches de la retraite, orientées viande ovine ou bovine, dans le but d'exploiter des surfaces en propriété familiale ou en prêt à titre gratuit. Le choix d'un système viande (veaux sous la mère) vise à limiter les contraintes de travail. Les races sont locales (Hérens), mais aussi d'origine extérieure (Simmental). En été, les vaches sont envoyées en alpage où elles peuvent être traites (Les contingents laitiers en alpage sont distincts de ceux de l'exploitation individuelle).

Figure 2 : Typologie de fonctionnement des exploitations agricoles dans le Val d'Hérens (Hauder, 2004)

Tableau 2. Répartition des exploitations enquêtées par type de fonctionnement (Hauder, 2003)

Type d'exploitations		Nombre
Type A. Lait, come ou mixte familial routinier		11 (48%)
Dont	A1 Lait	3
	A2 Mixte Corne-Lait	4
	A3 Corne	4
Type B. Lait ou viande individuel en changement		4 (17%)
Dont	B1 Viande	3
	B2 Lait	1
Type C. Corne collectif routinier ou en changement		5 (22%)
Type D. Viande familial en stagnation		3 (13%)
Total	Total	23 (100 %)

- 18 L'analyse du fonctionnement des exploitations montre la coexistence de quatre types de fonctionnement différents. Elle laisse notamment apparaître que le fonctionnement de type « Lait-corne familial routinier », même s'il semble dominant, doit aujourd'hui composer avec d'autres types d'exploitants qui n'ont plus les mêmes objectifs ni les mêmes rapports sociaux. L'évolution des exploitations et des structures locales (sociétés

de laiterie, sociétés de fromagerie, syndicats d'élevage, consortages d'alpage), de même que l'évolution des conditions-cadre de la politique agricole, ont permis cet élargissement des fonctionnements d'exploitation. Deux périodes de changement sont notamment marquantes :

- Dans les années 70, l'amélioration des structures a été mise en œuvre pour faire face à la demande du marché (le Raclette est une spécialité qui s'est largement développée à cette époque : c'est notamment l'exposition nationale de Lausanne en 1964 qui le popularise en tant que plat national⁶). Avec le soutien de la politique agricole, les bâtiments d'élevage, les routes d'alpages, les fromageries ont été modernisées. Par exemple, la fromagerie d'Evolène est depuis cette époque ouverte à l'année, reliée aux alpages par deux lactoducs. Face à la nécessité de produire, et aussi de maintenir les familles agricoles à la terre, différents modèles d'exploitation sont promus, notamment les communautés d'élevage facilitant l'exercice d'une pluriactivité en parallèle à l'élevage (de grands travaux hydro-électriques et le développement des stations de ski drainent à cette époque les agriculteurs vers le secteur du bâtiment).
- Dans les années 90, stimulée par la politique agricole liée aux paiements directs et par la demande sociale envers l'agriculture comme activité paysagère et de ressourcement, une nouvelle voie d'installation agricole apparaît, motivée avant tout par des aspects identitaires et culturels. Les paiements directs, qui rémunèrent les prestations d'entretien de l'espace découplées de tout objectif de production, soutiennent l'émergence de nouvelles formes d'exploitations, notamment en Valais avec des exploitations à titre accessoire⁷ visant la mise en valeur de la race d'Hérens pour ces aptitudes combatives. Cette politique est aussi accompagnée d'un mouvement de libéralisation des marchés (baisse des barrières douanières, baisse du soutien des prix) qui encourage d'autres modes de développement des exploitations, axés sur la transformation et la vente directes ou sur les services agro-touristiques, qui n'étaient pas soutenus auparavant.

- 19 Toutes ces évolutions ont permis à de nouvelles formes d'exploitation agricole de se développer, avec une différenciation importante des pratiques aux plans technique, économique et social. Ce constat avait déjà été formulé en 1986 par Preiswerk et Crettaz : « le monde de l'élevage (en Valais) est aujourd'hui un monde éclaté, diversifié pour lequel les règles de l'action commune deviennent problématiques (...). La sociologie des nouveaux éleveurs dévoile des divergences profondes d'attitudes, de comportements, d'intérêts et l'on peut même se demander si le mot « élevage » représente encore une réalité commune ». Nous reprenons alors la typologie de fonctionnement des exploitations agricoles pour repérer et expliquer ces lignes de partage dans les pratiques et les rapports de proximité des agriculteurs du Val d'Hérens, et déterminer dans quelle mesure elles constituent une simple différenciation ou bien une rupture (relationnelle et organisationnelle) des rapports de proximité entre les éleveurs.

3. Derrière la proximité organisationnelle, des proximités relationnelles qui se différencient de plus en plus

- 20 En utilisant l'approche de l'économie des proximités, on peut analyser les différents fonctionnements d'exploitations et montrer que dans un premier temps, ils mettent en place différents types de proximité relationnelle sans menacer l'organisation collective, puisqu'ils continuent à partager une forte proximité organisationnelle par leur adhésion

aux structures agricoles locales (sociétés de laiteries, fromageries de village et d'alpage, syndicats d'élevage, consortages d'alpage, etc.) ou tout au moins par leur acceptation des règles afférentes.

- Le type A « Lait-corne familial routinier » est constitué d'exploitants bovins laitiers qui dominant historiquement l'économie et la vie locale et entretiennent des rapports de proximité relationnels et organisationnels très denses. Au plan relationnel, l'attachement au modèle familial est prépondérant : tous ces exploitants sont issus de la région, l'apprentissage du métier est très souvent d'origine familiale et ils fournissent eux-mêmes, avec les aides et coups de main familiaux, l'essentiel de la main-d'œuvre de l'exploitation. La recherche d'un fonctionnement relativement autonome est une caractéristique de ces exploitations : outre la main-d'œuvre, elle se perçoit dans la gestion des investissements (les investissements sont en bonne partie autofinancés, de manière à maintenir un taux d'endettement relativement faible) et dans la gestion du fourrage grossier (ces exploitants fauchent une grande part de leur SAU malgré des conditions de pente et de travail très difficiles). Au plan organisationnel, ces exploitants sont soudés entre eux par les structures collectives en place qui sont indispensables à leur fonctionnement : les laiteries organisent le coulage et le ramassage du lait, les fromageries valorisent le lait par des produits (Raclette, Tomme, etc.) adaptés à la qualité et la régularité attendues par le marché, les consortages d'alpage gèrent le troupeau, le pâturage et la main-d'œuvre pendant l'estivage, les syndicats d'élevage organisent les événements collectifs et les services aux éleveurs (inalpe et désalpe⁸, insémination, combats, etc.), toutes choses que ces exploitants, du fait de la petite taille de leur exploitation et pour beaucoup de leur double-activité, pourraient difficilement mettre en œuvre au niveau individuel.
- Les exploitations de type B « Viande et lait individuel en changement » sont le fait d'exploitants dont les rapports de proximité sont en train de se structurer mais restent faibles. Au plan relationnel, ces exploitants sont occupés à temps plein sur leur exploitation, qu'ils gèrent de manière directe avec peu d'influence familiale autre que celle du conjoint. Ils ont en effet largement investi sur leur exploitation, notamment dans des bâtiments individuels. Ils se sont ainsi relativement coupés des possibilités de collaboration et ils ont recours à des salariés qualifiés et réguliers. Ils sont souvent non originaires du Val d'Hérens ou possèdent une expérience de vie à l'extérieur de la vallée. Au plan organisationnel, ils sont peu reliés aux structures agricoles locales, ayant le sentiment d'appartenir à une certaine marginalité du fait de leurs choix d'exploitation (faible utilisation des races locales, vente individuelle, alpage individuel, production biologique) : soit ils sont sortis volontairement des structures coopératives et associatives (laiteries, syndicats, consortages) suite à une insatisfaction envers leur stratégie, soit ils se sont installés avec un projet axé dès le départ sur une production non concernée par ces structures (notamment la viande ovine ou bovine). Ce souci d'indépendance, et aussi de rentabilisation de leur exploitation, les rend innovants dans leurs techniques (traite mobile, produits nouveaux⁹, commercialisation par internet et sur les marchés paysans). Ils sont reliés avec des acteurs du tourisme (offices de tourisme, sociétés de développement), avec lesquels ils organisent des manifestations (marchés artisanaux, fête du goût, etc.) et avec des acteurs professionnels externes à la vallée (marchés paysans des villes, réseau d'agriculture biologique, association promotrice d'un label national pour la viande, etc.).
- Le type C « Corne collectif routinier ou en changement » est constitué d'exploitants orientés vers la corne dont les rapports de proximité se sont progressivement renforcés, jusqu'à devenir concurrents du type A. Au plan relationnel, ils sont souvent double-actifs avec une activité principale non agricole. Ils emploient des salariés permanents, mais n'en sont pas

moins très présents sur l'exploitation. Pour exercer leur hobby, ils acceptent en effet une amplitude horaire très importante et des vacances régulièrement consacrées aux travaux agricoles. Ils sont d'origine locale mais parfois externe à l'agriculture : certains viennent à l'élevage pour passer du rang de spectateur à celui d'acteur des combats de reines. Le lait est livré à la laiterie durant l'hiver, alors que les exploitants de ce type essaient de limiter la production de lait l'été pour réduire la main-d'œuvre sur les alpages. La limitation des charges et des investissements est leur souci, ce qui influence leur rapport avec le personnel salarié saisonnier souvent sélectionné sur son faible coût et donc peu qualifié¹⁰. Au plan organisationnel, ils participent essentiellement aux syndicats d'élevage et aux consortages d'alpage qui sont les hauts lieux d'organisation des matchs de vaches. Ils sont moins intéressés par les laiteries et fromageries et leurs résultats économiques, car ils comptent sur les paiements directs pour couvrir les charges d'exploitation. Ce type d'exploitants est soutenu au plan organisationnel par des relations denses avec les milieux institutionnels (administrations, organisations professionnelles et grandes entreprises locales) qui sont, d'une part, enclins à soutenir la pluriactivité¹¹ et, d'autre part, de plus en plus actifs pour soutenir la race d'Hérens et les combats de reines en tant qu'emblème de la culture valaisanne et suisse.

- Le type D « Viande familial en stagnation » est constitué d'exploitants bovins et ovins viande dont les rapports de proximité restent proches du type A mais s'affaiblissent. Ces exploitants sont souvent pluriactifs et plus âgés que les autres types, avec des activités externes réduites du fait de moindres besoins économiques et donc compatibles avec l'activité agricole. L'absence de successeur les a orientés vers un simple maintien de l'exploitation sans investissement. Certains d'entre eux n'ont ainsi pas fait de demande de contingent laitier dans les années 80 et ils ont développé un système allaitant faute de pouvoir livrer du lait (sauf en alpage où le contingent laitier est indépendant de celui de l'exploitation). Ce sont des exploitants qui sont liés à des marchands de bétail de manière stable mais auprès desquels ils peinent à valoriser leurs animaux, n'ayant pas des pratiques favorisant la qualité mais plutôt orientés sur le moindre coût et l'entretien du patrimoine foncier. Ils ont peu de collaboration en dehors de coups de main familiaux pour les travaux saisonniers. Au plan organisationnel, ils participent à des structures professionnelles comme les consortages d'alpage à génisses ou à moutons, les consortages de bisses (canaux d'irrigation) dont ils sont parfois les derniers gestionnaires¹². De même, ils peuvent avoir des relations de service avec leurs communes ou leurs voisins, propriétaires fonciers, pour l'entretien des surfaces agricoles à l'abord du village. Mais ils ont peu de relation avec le contexte institutionnel autre que communal.

- 21 La différenciation des fonctionnements d'exploitation entraîne donc un certain éclatement des rapports de proximité relationnelle et des intérêts de plus en plus divergents entre les éleveurs. Par exemple, afin de réduire les charges pour maintenir le prix du lait, deux des sociétés de laiterie ont stoppé le ramassage du lait, obligeant les éleveurs à porter leur lait individuellement à la fromagerie. Ceci a constitué une cassure évidente des liens physiques et relationnels pour les éleveurs éloignés de la laiterie, voire une rupture complète des liens dans certains cas. La moitié des cas d'exploitations de type B « Viande et lait individuel en changement » est ainsi issue de cette rupture (l'autre moitié étant issue d'installations d'exploitants d'origine extérieure à la région) : auparavant engagés dans leur laiterie et gros livreurs de lait, ils ont effectué des conversions vers des systèmes allaitants ou de transformations fromagères individuelles, avec une réorientation de leurs relations vers le tourisme et vers l'extérieur de la région. De leur côté, les exploitants de type A veulent combattre la réduction des volumes de lait

livrés aux laiteries par la recherche de valeur ajoutée. Dans ce but, ils réduisent les livraisons de fromages pour la grande distribution (via la coopérative cantonale Alpgold) et augmentent la vente locale (par différents canaux : magasins de fromagerie, marchés artisanaux, commerces locaux, reprise et vente par les agriculteurs). En jouant de leur emprise sur les rapports de proximité, les exploitants de type A tentent de faire respecter cette stratégie par les autres fonctionnements d'exploitation :

- Concernant les éleveurs du type B « Lait ou viande individuel en changement », ils veulent limiter le risque que ceux en transformation fromagère individuelle tirent les prix vers le bas, ayant moins de capacité de stockage et de souplesse dans la gestion des stocks que les fromageries de village. Un certain contrôle social (surveillance de leurs circuits et prix de vente, du respect des règles sanitaires, etc.) s'exerce pour que ces éleveurs vendent à des prix plus élevés que les fromageries.
- Concernant les éleveurs du type C « Corne collectif », ils veulent limiter leur prise de contrôle de la gestion de certains alpages au profit de la corne, qui les conduit à réduire la production de lait et donc l'activité des fromageries. Pour cela, ils poussent à la réalisation de contrôles laitiers plus fréquents sur les alpages, afin de détecter les pratiques de tarissement non justifiées. Ils soutiennent aussi la différenciation des prix du lait selon la saison de production (été/hiver).
- Concernant les éleveurs du type D « Viande familial en stagnation », ils font preuve de plus de retenue, d'autant que ce sont des livreurs de lait très occasionnels (uniquement en alpage). Ces exploitants ont cependant des structures anciennes, voire des pratiques, qui augmentent le risque sanitaire alors qu'ils n'adhèrent pas au contrôle laitier. Ils font l'objet d'une pression sociale (surveillance particulière de leurs vaches en début de saison d'alpage) afin qu'ils ne placent pas de vaches à risque sanitaire à l'alpage.
- Forts du sentiment d'être majoritaires, les exploitants du type A « Lait-corne familial routinier » ont jusqu'à récemment réussi à préserver une relative cohésion des rapports de proximité en posant des limites envers les autres types de fonctionnement. La différenciation des fonctionnements d'exploitation, qui s'est opérée à partir des années 70, a ainsi donné naissance à de nouveaux rapports de proximité relationnelle au sein de l'agriculture du Val d'Hérens sans toutefois remettre en cause la proximité organisationnelle. Mais un changement apparaît depuis quelques années.

Vers une crise des rapports de proximité ou vers une nouvelle proximité organisée autour de la corne ?

- 22 A une époque plus récente que l'on peut situer à la fin des années 90, il semble que se soient développés de nouveaux points de divergence. Ceux-ci ont entraîné une scission au sein même du type laitier familial routinier en affectant les rapports de proximité relationnelle et organisationnelle au sein de ce type. Parmi les principaux points de divergence, figurent notamment :

- La gestion des fromageries de village : la fromagerie ouverte toute l'année, qui a introduit un prix du lait fortement différencié entre été et hiver afin de régulariser sa production et redresser sa rentabilité¹³, a engendré certaines tensions entre les éleveurs livreurs de lait, y compris au sein de ceux les plus productifs. En effet, une partie d'entre eux (qui organisent la totalité des vèlages en automne pour simplifier le travail au printemps) livre peu de lait l'été et est pénalisée par cette mesure. Cette partie des éleveurs se distance ainsi des autres éleveurs de type A « Lait-corne familial routinier » pour prôner une stratégie d'économie de

charges basée sur la fermeture de la fromagerie de village l'été et le report de la transformation en alpage. En cela ils se rapprochent des points de vue des éleveurs de type « Corne collectif ».

- La gestion des alpages : c'est un point de divergence récurrent entre les éleveurs de type A et les éleveurs de type C, ces derniers ayant mis en place des nouvelles pratiques (de gestion de la main-d'œuvre, du troupeau et des surfaces) qui limitent la production laitière. Cependant, certaines de ces pratiques (moindres charges de personnel, alpage plus précoce, moindre gestion des lisiers et fumiers, etc.) séduisent maintenant certains éleveurs de type A, en raison des économies de charges et de travail qu'elles permettent, tout en maintenant une petite production fromagère propre à couvrir leurs besoins. Un nouveau mode de représentation sociale tend d'ailleurs à imposer le fromage d'alpage comme un objet identitaire, en s'accommodant ainsi de sa raréfaction, la capacité à s'en procurer devenant une preuve d'appartenance à l'identité régionale.
- Les combats de reines : l'organisation des combats de reine devient une priorité des syndicats d'élevage, d'abord parce que ce qui était un divertissement devient un but en soi pour nombre d'éleveurs, ensuite parce que le succès auprès du public va grandissant et réclame une organisation de plus en plus professionnelle¹⁴. Les éleveurs de type A veulent résister à la médiatisation et à la marchandisation des combats de reines, alors que d'autres éleveurs, parmi le type C, y voient un développement possible : meilleure connexion avec le tourisme, vente des droits d'image, etc. Or, cette dernière vision tend à gagner du terrain chez les éleveurs du type A car elle peut soutenir la vente locale et la valorisation des fromages.
- Le rôle de la politique agricole : après la politique de soutien à la multifonctionnalité (via les paiements directs) qui a soutenu des nouveaux fonctionnements d'exploitation et notamment ceux ayant de moindres objectifs de production laitière, les évolutions récentes de la politique agricole semblent aussi jouer en faveur des éleveurs non laitiers. En effet, des changements dans les politiques agricoles cantonale (arrêt de l'orientation privilégiée des subventions d'amélioration structurelle aux exploitations laitières pour privilégier la diversification) et fédérale (démantèlement des systèmes de primes à la transformation fromagère et au lait de non ensilage¹⁵, rejet du relèvement du seuil d'UMO nécessaire à l'obtention des paiements directs¹⁶), de même que les difficultés de la Fédération Laitière Valaisanne dans son dossier de demande d'AOC pour protéger le fromage à Raclette et en réserver l'appellation au Valais (Boisseaux et al., 2004), donnent des signes négatifs aux éleveurs laitiers, dont certains commencent à douter et s'ouvrir aux autres choix de développement possibles.
- En raison de ces nouveaux points de divergence, il semble qu'on ne puisse plus parler d'un leadership des exploitations de type A dans le Val d'Hérens. L'existence d'un nouveau leadership basé sur la corne n'est pas non plus démontrable à l'heure actuelle, bien qu'il soit envisageable si les éleveurs de type C arrivent à institutionnaliser leurs rapports de proximité relationnelle dans des organisations. Cela passerait par exemple par une concentration et un renforcement des moyens des syndicats d'élevage et par des liens forts avec le tourisme pour la promotion touristique des matches de reines, une gestion stricte des droits d'image et des produits dérivés, des aménagements d'infrastructures agritouristiques (arènes de combat, circuits didactiques, fermes de découverte), etc. La traduction des rapports de proximité relationnelle des éleveurs de type corne en rapports de proximité organisationnelle ne pourrait se faire en outre sans intégrer les agriculteurs des autres vallées où est implantée la race d'Hérens. Toutefois, si l'on tente une prospective allant dans ce sens dans le Val d'Hérens, on verrait alors s'établir une nouvelle typologie de

fonctionnement des exploitations agricoles, avec un type C majoritaire grâce au renfort d'une partie des éleveurs du type A, comme nous en faisons la simulation en rattachant au type C les exploitations anciennement de type A3 (Tableau 3 et figure 3).

Tableau 3. Vers une nouvelle proximité liée au basculement d'exploitations de type A vers le type C ?

Type d'exploitations		Nombre
Type A. Lait ou mixte «corne-lait» familial routinier		7 (30%)
<i>dont</i>	A1. Lait	3
	A2. Mixte Corne-Lait	4
Type B. Lait ou Viande individuel en changement		4 (17%)
<i>Dont</i>	B1. Viande	3
	B2. Lait	1
Type C. Corne routinier ou en changement		9 (40%)
<i>dont</i>	C1. Corne Familial	4
	C2. Corne Collectif	5
Type D. Viande familial en stagnation		3 (13%)
Total	Total	23 (100 %)

Figure 3. Représentation schématique

- 23 En conclusion, l'agriculture du Val d'Hérens est dans une situation préoccupante à laquelle on a cherché une explication au-delà des seules contingences politiques et économiques globales. On a pu relier ce phénomène à une différenciation des fonctionnements des exploitations agricoles : le type « laitier familial routinier » est concurrencé par un nombre de plus en plus important d'exploitations s'apparentant à un type « corne collectif ». Mais plus fondamentale est la mutation des rapports de proximité

relationnelle et organisationnelle entre les éleveurs. Celle-ci laisse apparaître que l'agriculture locale n'est pas en difficulté faute de projet et de dynamisme social. Elle est au contraire confrontée à une forte dynamique sociale qui questionne les règles, les valeurs et, de plus en plus, les organisations en place. Cette dynamique laisse alors entrevoir un, voire plusieurs, autre(s) modèle(s) possibles de proximité relationnelle et organisationnelle, et donc de développement.

- 24 Du point de vue méthodologique, l'économie des proximités apporte une méthode originale d'analyse d'une réalité locale et permet de mettre en exergue le rôle du niveau méso-économique, celui des relations des individus entre eux et avec les organisations locales, par rapport au niveau macro-économique représenté par les politiques publiques étatiques et les marchés globaux. Elle met à jour les situations de blocages et de conflits liées aux acteurs locaux, comme les possibilités locales de développement et d'action (Torre, Filippi, 2005). Elle permet de distinguer les différents groupes ou réseaux qui composent la société locale et d'en éclairer les fondements. Ceci peut aider à faire progresser les interactions dans une perspective de concertation entre ces groupes. Après la phase de diagnostic, le projet IMALP (cf. note *) a pour objectif d'aller dans ce sens pour mettre en place, avec les acteurs locaux et de manière participative, un plan d'actions pour le développement durable de l'agriculture locale, et accompagner sa mise en œuvre.

BIBLIOGRAPHIE

- Barjolle D., Boéchat S., Stucki E., 2003, « Perspectives économiques des exploitations agricoles valaisannes », *Revue Suisse d'Agriculture*, 35, p. 29-32.
- Berthoud G., Kilani M., 1986, « Autour de la race d'Hérens : passions et enjeux », in Preiswerk Y., Crettaz B. (eds), *Le pays où les vaches sont reines*, Musée d'ethnographie de Genève, Monographic, Sierre, 496 p.
- Boisseaux S., Barjolle D., 2004, *La bataille des A.O.C. en Suisse : les appellations d'origine contrôlées et les nouveaux terroirs*, Presses polytechniques et universitaires romandes, 125 p.
- Dupuy C., Torre A., 2004, « Confiance et proximité », in Pecqueur B., Zimmermann J.B. (eds), *Economie de proximités*, Paris, Hermès Lavoisier Ed., p. 65-87.
- Fleury P., Petit S., Mattanovitch E., De Ros G., Mieville-Ott V., 2004, « Constructing sustainable agriculture at local level, insights from small scale farming in the Alps », 6th European symposium, International Farming System Association, Villa Real, Portugal, 3-8 April.
- Gilly J. P., Lung T., 2004, « Proximités, secteurs et territoires », 4èmes Journées de la Proximité, Marseille, 17-18 Juin.
- Gilly J. P., Torre A., 2000, « Dynamiques de proximité : introduction », in Gilly J. P., Torre A. (eds), *Dynamiques de proximité*, Paris, L'Harmattan, p. 9-33.
- Guion S., 2005, *Analyse de l'économie laitière et scénarios prospectifs d'évolution dans le Val d'Hérens (Valais, Suisse)*, Mémoire de DESS, INAPG, Université de Paris 1, Institut d'Economie Rurale - Antenne Romande ETHZ, 125 p.

- Hauder F. 2004, Typologie de fonctionnement socio-économique des exploitations agricoles du val d'Hérens, Valais, Suisse. Diplomarbeit. Technische Universität München Weihenstephan, Institut d'Economie Rurale - Antenne Romande, Lausanne, 102 p.
- MacDonald D., Crabtree J., Wiesinger G., Dax T., Stamou N., Fleury P., Gutierrez Lazpita J. and Gibon A., 2000, « Agricultural abandonment in mountain areas of Europe: environmental consequences and policy responses », *Journal of Environmental Management*, 59, p. 47-69.
- OFAG, 2005, Rapport agricole, Office Fédéral de l'Agriculture, 252 p. <http://www.blw.admin.ch/agrarberichte/01303/index.html?lang=fr&PHPSESSID=792d52d4>
- Pecqueur B., Zimmermann J. B., 2004, « Introduction », in Pecqueur B., Zimmermann J. B. (eds), *Economie de proximités*, Paris, Hermès Lavoisier Ed., p. 8-34.
- Potter C., 2002, « Agri-environmental policy development in the European Union », in Brouwer F. and van der Straaten J. (eds), *Nature and Agriculture in the European Union*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, p. 67-87.
- Preiswerk Y., Crettaz B., 1986, « Adieu paysans de montagne ! », in Preiswerk Y., Crettaz B. (eds), *Le pays où les vaches sont reines*, Musée d'ethnographie de Genève, Monographic, Sierre, 496 p.
- Rallet A., Torre A., 2004, « Proximité et localisation », *Economie Rurale*, 280, p. 25-41.
- Reynard E., à paraître, « Transformations récentes de l'irrigation communautaire en Valais (Suisse) », in Ruf T., Couture J. L., Herzenni A (eds), *La gestion sociale de l'eau, irrigation et sociétés rurales*, Université de Lausanne, Institut de Géographie.
- Stucki E., 2003, La politique de la montagne, particulièrement la politique à l'égard de l'agriculture de montagne en Suisse, *Comptes-rendus de l'Académie d'Agriculture de France*, 89, p. 54-67.
- Torre A., Filippi M., 2005, « Les mutations à l'oeuvre dans les mondes ruraux et leurs impacts sur l'organisation de l'espace », in Torre A., Filippi M. (eds), *Proximités et changement socio-économiques dans les mondes ruraux*, Paris, INRA Ed., p. 1-36.

NOTES

*. Institut d'Economie Rurale (ETH Zurich) et Agridea (Lausanne). Adresse de contact: olivier.roque@agridea.ch

Ce travail s'est déroulé dans le cadre du projet européen de recherche-démonstration IMALP (Implementation of sustainable agriculture and rural development in Alpine mountains) co-financé par l'Union Européenne et par la Suisse, conduit en partenariat entre le Zentrum für Berglandwirtschaft (Université d'Innsbruck, Autriche), le Groupement d'Intérêt Scientifique Alpes du Nord (Chambéry, France), l'Istituto Agrario di San Michele all'Adige (Trento, Italie) et l'Institut d'Economie Rurale (ETH Zurich, Suisse). Cf. Fleury *et al.*, 2004. Les auteurs tiennent à remercier les deux rapporteurs anonymes pour les remarques apportées à cet article.

1. Mise à part la reconnaissance plus précoce des initiatives liées aux appellations d'origine et aux indications géographiques (par l'ordonnance sur les AOC et IGP en 1998) et certainement en lien avec leur important succès (25 produits ont été agréés, 15 candidatures sont en attente).

2. La vache d'Hérens, race emblématique de la vallée et plus globalement du Valais, est une vache de plus en plus sélectionnée et élevée pour la « corne », c'est-à-dire pour les combats. En plus des combats spontanés lors de l'inalpe (cf. note 11), des matchs sont organisés au niveau local puis au niveau cantonal. Ces matchs ne donnent pas lieu à des paris mais des revenus peuvent être tirés de la vente de la descendance des vaches titrées. Cette passion des combats de vaches d'Hérens

est un des ciments de la culture locale. Elle attire nombre de passionnés vers l'élevage, souvent en hobby parallèle à une activité à plein temps hors de l'agriculture (Berthoud, Kilani, 1986).

3. L'affinage et la commercialisation des fromages (dont la principale production est le fromage à raclette au lait cru) sont réalisés par une structure issue de la fédération des coopératives laitières au plan cantonal, qui dessert essentiellement la grande distribution ainsi que l'export.

4. Le consortage, forme juridique de droit public, est la forme la plus répandue de gestion des alpages en Valais. Il est constitué des titulaires des droits d'alper, appelés « amodiateurs ». Ces droits de fonds sont héréditaires de père en fils, mais les statuts en autorisent la vente à des tierces personnes, dites « consorts ».

5. Une étable est dite « communautaire » lorsqu'elle appartient à une communauté d'élevage, définie par la Loi fédérale sur l'agriculture comme une collaboration entre deux ou plusieurs exploitations répondant à différentes conditions : les exploitations ou les centres d'exploitation sont éloignés, par la route, de 15 km au maximum ; la collaboration et la répartition des animaux sont réglées par un contrat ; les membres de la communauté travaillent dans leur exploitation ; la communauté a désigné le membre chargé de la représenter...

6. Voir : <http://www.raclette-du-valais.ch/pdf/agropreis.pdf>

7. Conduites dans le cadre d'une pluriactivité, avec une activité à titre principal à l'extérieur de l'exploitation.

8. Inalpe : jour de montée des vaches à l'alpage ; désalpe : jour de descente, environ 100 jours après l'inalpe.

9. Par exemple, un de ces éleveurs n'hésite pas à fabriquer des raclettes au poivre, des tommes au cumin, etc., pour répondre à la demande des jeunes consommateurs, ce que s'interdisent les fromageries de village.

10. Le fromager d'alpage échappe encore à cette précarisation (en vertu d'une survivance des rapports de proximité de type A) puisqu'on apprécie sa provenance locale et son savoir-faire, mais un problème de recrutement se pose face au manque d'investissements pour assurer des conditions de travail et de logement attractives en alpage.

11. La pluriactivité est reconnue et défendue par la loi sur l'agriculture, notamment dans le canton du Valais.

12. Voir à ce propos, l'analyse des consortages de bisces en Valais par Reynard (à paraître).

13. Le lait d'été permet de fabriquer des fromages qui, après 5 mois d'affinage, seront vendus l'hiver qui est la plus forte période de consommation (notamment pour le Raclette). Or, du fait des choix techniques des éleveurs (vêlages d'automne, tarissement précoce), la production de lait est au plus bas à cette période.

14. Le public est de plus en plus nombreux à venir aux matches et ceux-ci sont maintenant retransmis en direct par la télévision suisse, des tours-opérateurs et des autocaristes veulent inclure ces événements dans leur offre et les matches de reines sont aussi apparus dans les foires agricoles à l'étranger, à l'exemple du salon de l'agriculture de Paris en 2004 et 2005.

15. Ces primes qui transitaient par les laiteries via la paie de lait, vont être remplacées par des paiements à l'UGB s'ajoutant aux paiements à l'hectare reçus directement par les agriculteurs.

16. Un relèvement du seuil minimum pour toucher les paiements directs de 0,25 à 0,5 Unité de Main d'Oeuvre (UMO) aurait conduit à pénaliser fortement les petites exploitations menées en pluriactivité, comme c'est souvent le cas de celles orientées corne.

RÉSUMÉS

L'article examine la dynamique de développement agricole d'une petite région de montagne, le Val d'Hérens (Valais, Suisse). Celle-ci connaît une diminution des surfaces et des exploitations agricoles mais aussi de l'activité des laiteries. Ce dernier phénomène pose question car il ne proviendrait pas de la baisse de demande du marché mais d'un manque de production laitière. Pour y répondre, on propose alors d'analyser l'évolution des rapports entre les éleveurs et leurs organisations en utilisant les concepts de l'économie de proximités et notamment la distinction entre proximité relationnelle et proximité organisationnelle.

The article examines the agricultural dynamics of a small mountain region, the Val d'Herens (Valais, Suisse). This region faces a decrease of its agricultural area and of its number of farms but also of the activity of the dairies. This last phenomenon raises a question because it would not come from the fall of market demand but a lack of milk production. To answer this question, we propose to analyse the evolution of the relationships between the farmers and the local organizations by using the concepts of the economics of proximity, in particular the distinction between relational proximity and organizational proximity.

INDEX

Mots-clés : économie de proximité, agriculture, développement régional, Alpes

Keywords : economics of proximity, agriculture, regional development, Alps

AUTEURS

OLIVIER ROQUE

Olivier Roque, économiste, a mené des travaux sur le développement agricole régional en France et en Suisse. Après avoir été collaborateur au sein de l'Institut d'Economie Rurale (IAW – ETH Zurich), il est actuellement collaborateur scientifique à Agridea (organisme intercantonal de formation et de recherche pour le développement agricole et rural) et chargé de cours à l'EPFL.

VALÉRIE MIÉVILLE-OTT

Valérie Miéville-Ott, ethnologue, a développé des travaux sur l'ethnologie du paysage et de l'agriculture, notamment dans le Jura et dans les Alpes. Après avoir conduit des recherches dans un cadre national et européen avec l'Université de Neuchâtel et l'Institut d'Economie Rurale (IAW-ETH Zurich), elle est maintenant collaboratrice scientifique à Agridea.